

**Août 2015**

**Nous contacter à WIEGO !**

**Courriel :**  
WIEGO  
79 JFK Street #32,  
Cambridge, MA 02138 USA  
**Tel. :** 617-496-7037  
**email :** [wiego@wiego.org](mailto:wiego@wiego.org)  
**Web :** [www.wiego.org](http://www.wiego.org)  
**Facebook:**  
[facebook.com/wiegoglobal](https://www.facebook.com/wiegoglobal)  
**Twitter:** [@wiegoglobal](https://twitter.com/wiegoglobal)

**Quoi de neuf à WIEGO?**

Cliquer ici pour obtenir un lien vers nos activités et nos événements [récents](#) et [à venir](#) (en anglais)!



Délégués et les supporters à la 104e session de la CIT

Photos par S. Trevino

« Nous allons maintenir la pression, notre plaidoyer et les contacts avec nos gouvernements et alliés pour l'adoption, et l'application de ces recommandations ».

Lourdes Gula, Patamaba, Philippines

« Nous espérons que la reconnaissance de ce droit dans un instrument officiel de l'OIT portera assistance aux vendeurs de rue et aux commerçants informels à travers le monde, afin qu'ils et elles puissent travailler sans subir de harcèlement permanent ni d'expulsions de leurs lieux de travail ».

Gladys Mponda, StreetNet International



# Lettre d'Information OBA de WIEGO



Une newsletter aux organisations de travailleurs informels basées sur leurs adhérents

**SALUT CHERS AMIS ET COLLÈGUES!**

Nous espérons que vous aimerez ce bulletin d'août 2015. Nous aimons recevoir de vos nouvelles! Si vous avez des questions ou des commentaires, ou si vous souhaitez soumettre du contenu pour le prochain bulletin, se il vous plaît écrivez-nous à [wiego@wiego.org](mailto:wiego@wiego.org).

## Faire entendre nos voix : les travailleurs et travailleuses informels à la CIT, au mois de juin 2015

Le vendredi 12 juin, la Conférence internationale du travail a adopté, par une écrasante majorité, la nouvelle norme internationale du travail, la *Recommandation 2015 (n° 204) sur la Transition de l'économie informelle vers l'économie formelle*.

Cette Recommandation est fondée sur l'attribution de droits, de protection et d'encouragements pour la main-d'œuvre informelle, et sur la mise en place d'un environnement politique et légal plus respectueux des travailleurs informels. Elle comporte trois objectifs majeurs :

- Faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, tout en respectant les droits fondamentaux des travailleurs et travailleuses.
- Promouvoir la création d'emplois décents.
- Prévenir la « déformalisation » des emplois de l'économie formelle.

Bien que la Recommandation ne soit pas parfaite, elle représente un bond en avant dans la lutte des travailleurs informels pour plus de reconnaissance, de protection et de soutien, ainsi qu'un outil de plaidoyer et de négociation avec les gouvernements.

Les travailleurs et travailleuses informels étaient présents ! WIEGO a coordonné un groupe de plus de 30 représentants de travailleurs informels à la CIT. Ils ont travaillé avec les alliés des syndicats pour s'assurer que leurs voix étaient entendues, et que les questions les plus importantes à leurs yeux étaient prises en compte. Ces questions avaient été identifiées

dans les ateliers de travail préparatoires organisés par WIEGO en 2014, ainsi qu'à la première discussion de la CIT la même année, lorsqu'une délégation similaire de travailleurs informels était présente (voir la plateforme du réseau WIEGO).

Les vendeurs de rue, les travailleurs à domicile, les récupérateurs des matériaux et les travailleuses domestiques étaient représentés. Certains avaient réussi à sécuriser leur place dans les délégations syndicales officielles de leur pays, tandis que nos sœurs de SEWA étaient déléguées officielles de l'ITUC. Ils ont pris la parole dans les groupes de travailleurs, aux sessions plénières ainsi qu'aux réunions annexes. Ils ont fait pression sur les gouvernements et les syndicalistes afin qu'ils soutiennent nos positions. Ils ont fourni des connaissances sur les thématiques, et aidé à la préparation d'arguments pour le porte-parole des travailleurs. Le groupe a bien fonctionné ensemble, se retrouvant tous les matins avant que les sessions officielles ne commencent pour analyser la journée précédente et pour planifier le jour à venir.

Mais une Recommandation de l'OIT n'est utile que si elle est mise en œuvre. Comme Suntaree, de HomeNet de l'Asie du Sud-Est, l'a dit dans son discours à l'assemblée plénière, « cette Recommandation ne doit pas rester sur le papier. Elle doit être appliquée, dans tous les pays, aux niveaux local et national ». Afin de s'assurer que cela soit le cas, au cours de leur dernière réunion, le groupe a convenu les actions suivantes :

- Dans nos pays :*
- Faire rapport à propos de cette

Recommandation dans nos organisations.

- Préparer un plan sur la façon de faire avancer les choses dans nos pays et nos secteurs.
- Assurer le suivi avec nos gouvernements. Que font-ils pour appliquer cette Recommandation ?
- Assurer le suivi avec les Centres nationaux des syndicats et collaborer avec eux.
- Se rapprocher des bureaux nationaux et régionaux de l'OIT pour du soutien.
- Utiliser les Programmes nationaux pour un travail décent de l'OIT.
- Enregistrer vos expériences.

*Ensemble:*

- Partager régulièrement vos plans, vos connaissances et bonnes pratiques à travers WIEGO.
- Définir et partager de l'information en utilisant le groupe [WhatsApp](#) et les autres médias sociaux (WIEGO).

Pour plus d'information:

- [le texte complet de la Recommandation](#) sur le [site de l'OIT](#)
- [Un résumé des points-clés de la Recommandation](#) est mis à disposition en anglais et en espagnol sur le site internet de WIEGO
- [la délégation animée par WIEGO en action](#)



Les participants à l'atelier WIEGO / ILRIG pour les femmes récupératrices des matériaux à la ville du Cap.

Photos (ci-dessus et ci-dessous) par Anele Silekwa, ILRIG



## Je suis un travailleur à domicile !

Au mois de mars 2015, WIEGO a organisé un atelier de travail en Argentine, en partenariat avec l'Association Lola Mora et la CTEP (Confédération des travailleurs de l'économie populaire). Les participants sont venus de différentes coopératives et d'associations autour de Buenos Aires. Elles et ils ont parlé de leurs organisations et du travail effectué à domicile par leurs membres. Beaucoup d'entre eux ont réalisé pour la première fois qu'ils étaient eux-mêmes et leurs adhérents, des travailleurs et travailleuses à domicile.

L'Argentine est le seul pays d'Amérique latine qui a ratifié la Convention du travail à domicile, mais il y a peu d'attention, ou de soutien, accordé à ces travailleurs.

Le groupe s'est accordé sur un programme d'action qui comprend l'apport de davantage d'organisations dans le « réseau », et la promotion de modifications à la loi couvrant les travailleurs sous-traités. Un groupe de travail sera établi pour coordonner les activités, en ligne avec la décision du Plan d'action adopté à la Conférence mondiale. Conférence.

## Un atelier de travail pour les femmes récupératrices des matériaux

Les 26 et 27 mai 2015, 30 récupératrices des matériaux se sont réunies à la Maison communautaire de Salt River dans la ville du Cap. Elles se sont retrouvées pour un atelier de travail animé par WIEGO, en partenariat avec le Groupe international de recherche et d'information du travail (ILRIG en anglais), afin de parler des défis et des problèmes auxquels elles font face au foyer, sur leurs lieux de travail, et dans leurs organisations en tant que récupératrices des matériaux, et afin d'examiner ce qui doit changer. Une dizaine de ces femmes avaient voyagé depuis des villes et des agglomérations situées en dehors du Cap, et la plupart d'entre elles n'avaient jamais pris l'avion, ni n'étaient venues dans la ville du Cap auparavant. Ces femmes sont membres de l'Association des récupérateurs des matériaux sud-africains (SAWPA en anglais), une association nationale, et de l'organisation locale de la ville du Cap, Siyacoca (qui signifie « nous nettoisons » en isiXhosa).

Alors qu'elles partageaient leurs expériences au travers d'exercices interactifs de cartographie sociale, ces femmes ont révélé les défis et les problèmes qu'elles veulent traiter :

- Le manque de respect de la part du voisinage et de la famille ; les appellations désobligeantes, comme « femme folle ».
- Le harcèlement sexuel quotidien enduré sur les sites d'enfouissement, particulièrement par les femmes jeunes et d'âge moyen.
- Les femmes peuvent être violées lors de leur collecte des matériaux dans des endroits malfamés.
- « Nous devons travailler avec nos enfants sur le dos dans des conditions malsaines et dangereuses, simplement parce que nous ne pouvons pas payer de garde d'enfants ».
- Manque de respect de la part des représentants d'administrations locales qui préfèrent discuter avec les hommes récupérateurs des matériaux, au lieu de parler à des femmes.

Sur la façon d'aborder ces défis et ces problèmes reconnus, elles ont passé en revue les idées suivantes :

- S'unir et former des coopératives de travailleuses.
- Autonomiser les femmes pour qu'elles dénoncent toutes les formes de harcèlement, et pour qu'elles se tiennent ensemble afin d'être plus fortes.
- Être reconnues en tant que travailleuses et avoir accès à la protection sociale, et à ses avantages comme les congés maternité.

Ces femmes ont été inspirées par les initiatives que divers groupes d'entre elles saisissaient déjà pour s'organiser en tant que femmes et en tant que récupératrices de matériaux dans leurs communautés. Ces initiatives incluent le recrutement d'adhérentes au porte-à-porte, ou la mise en commun des matériaux récupérés, pour éviter d'être exploitées par des intermédiaires peu scrupuleux qui veulent payer des taux différenciés pour les mêmes matériaux dans différents endroits.

Un des moments forts de cet atelier de travail a été la visualisation du message enregistré pour le groupe par Madalena Duarte (de la coopérative des récupérateurs des matériaux au Brésil). Les femmes ont réalisé que leurs situations étaient très similaires malgré le fait qu'elles vivaient sur des continents séparés. Elles ont quitté cet atelier en étant déterminées à persévérer et à travailler dans un but commun pour assurer leur indépendance en tant que femmes, pour être reconnues en tant que travailleuses, et pour lutter en faveur de l'accès aux avantages sociaux de base, tels que les congés de maternité. Des actions de suivi ont été prévues pour développer ce travail à un plus haut degré.

Le 16 juin est la Journée internationale des travailleurs domestiques! En hommage de la journée, IDWF (Fédération internationale des travailleurs domestiques) a préparé un [plan d'activités](#) et une [page facebook](#).

## La Déclaration de Delhi est approuvée par les travailleurs et travailleuses à domicile lors de leur Conférence mondiale !

La première Conférence mondiale sur les travailleurs et travailleuses à domicile s'est tenue à New Delhi, en Inde, au mois de février 2015. La conférence était organisée par HomeNet de l'Asie du Sud (HNSA en anglais) et par WIEGO. Des travailleurs à domicile, des chercheurs et des représentants d'ONG sont venus de 24 pays pour discuter des questions qui sont importantes pour les travailleurs à domicile. Ils ont partagé leurs expériences et discuté des moyens d'améliorer leurs situations économiques et sociales. Les résultats de cette réunion sont concrétisés par la première déclaration mondiale de travailleurs à domicile, la Déclaration de Delhi, et

par un plan d'action global sur cinq ans, qui définit des objectifs de sensibilisation, de collaborations à venir, et d'autres activités. À propos

de cette conférence, plus de renseignements sont à votre disposition sur le [site internet de WIEGO](#).

